

# La DEPF mesure l'impact de la gouvernance sur le développement économique

Les efforts de gouvernance déployés par le Maroc sont louables. Cependant, il lui reste encore du chemin à faire s'il veut amorcer une inflexion positive de son développement institutionnel et optimiser ses performances économiques et sociales. Le rapport que vient de publier la DEPF sur les enseignements à tirer par le Royaume de la question dresse une liste des actions prioritaires à enclencher.

Il existe un lien positif et significatif entre la gouvernance et le développement économique. «Une amélioration de la gouvernance de 1% s'accompagne d'une hausse de 1,13 point du niveau de revenu par habitant», révèle la dernière étude de la Direction des études et des prévisions financières (DEPF). Intitulé «Gouvernance, qualité institutionnelle et développement économique : quels enseignements pour le Maroc ?», le rapport de cette étude rappelle que le Maroc est 51<sup>e</sup> dans le classement des pays selon l'indicateur agrégé de la gouvernance. «Malgré un léger recul en 2016 comparativement à 2012, la position du Maroc, surtout en gouvernance publique, demeure toujours favorable comparativement aux pays de sa région ainsi que par rapport à d'autres pays comme la Turquie, la Chine, la Grèce et le Mexique», indiquent les auteurs. Cependant, si les efforts déployés par le Maroc dans une multitude de domaines sont louables, il n'en demeure pas moins, souligne le rapport, que le chemin parcouru reste en deçà des aspirations et des potentialités du pays. «Aussi, une forte impulsion devrait-elle être donnée à l'action des acteurs institutionnels, principalement l'administration publique, dans le but de rehausser substantiellement la qualité de leur fonctionnement et de les ériger, in fine, en véritables catalyseurs du processus de convergence d'ensemble dans lequel est inscrit le Maroc», préconise le document. Nombre de défis importants à relever par le Maroc ne devraient pas être perdus de vue : généralisation de la mise à niveau de l'administration publique, coordination étroite entre acteurs, amélioration de la transparence de l'information sur la qualité des biens et des services, promotion de l'innovation et renforcement de la sécurité des transactions et des contrats. Pour susciter une inflexion positive du développement institutionnel du Maroc et optimiser ses performances économiques et sociales, les auteurs identifient 5 leviers prioritaires. Le premier est le parachèvement de l'édification du capital institutionnel et sa fructification, en accordant une attention particulière aux instances chargées de la régulation économique et celles impliquées dans l'intermédiation sociale. Le



Selon le rapport de la DEPF, une amélioration de la gouvernance de 1% s'accompagne d'une hausse de 1,13 point du niveau de revenu par habitant.

deuxième levier consiste en l'accélération du processus d'accumulation du capital humain, à travers le recours à une nouvelle génération de réformes touchant les différentes composantes de l'écosystème «éducation-formation». Son principal objectif est le relèvement de l'employabilité, la conformité aux principes de l'équité de genre et l'amélioration de la qualité de santé. Le troisième levier identifié par le rapport concerne le renforcement de la cohérence des programmes publics et leur indexation systématique sur des mécanismes de suivi et d'évaluation pour s'assurer de l'atteinte des objectifs escomptés. L'avant-dernier levier est celui de la «promotion de la territorialisation des politiques publiques afin de permettre aux régions de mieux planifier leur développement, mettre en valeur leurs atouts intrinsèques dont elles recèlent et contribuer, in fine, à impulser la richesse nationale et à diversifier les ressorts de sa création», précise le rapport. Le dernier levier, enfin, est celui de l'ancrage du système productif national sur une stratégie de modernisation compétitive renouvelée. Le tout doit œuvrer faveur de la création d'un écosystème d'innovation favorable et corrélé aux priorités de la stratégie nationale de développement. L'étude s'appuie sur des modèles économétriques, intégrant un échantillon de 94 pays, Maroc y compris. Les pays de l'échantillon ont été regroupés en trois groupes, selon leur niveau de revenu (élevé, intermédiaire, faible). L'objectif de ce découpage est de «détecter l'effet différencié de la gouvernance sur leurs performances économiques respectives, tout en repérant les mécanismes de transmission y afférents», indique la DEPF. ■

Abdelhafid Marzak

Selon le rapport de la DEPF, une forte impulsion devrait-elle être donnée à l'action des acteurs institutionnels, principalement l'administration publique, afin de rehausser la qualité de leur fonctionnement.